

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité Administrative, Bât A
12, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 02/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS SIRMET

Avenue Henri Deluc
24750 Boulazac Isle Manoire

Références : -
Code AIOT : 0006803579

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2024 dans l'établissement SAS SIRMET implanté Z.A. Les Grèzes 12260 Villeneuve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée suite à un incendie survenu le 25/07/2024 sur le site SIRMET - ZA Les Grèzes, route de Figeac - 12260 VILLENEUVE D'AVEYRON. Le feu s'est déclenché vers 9h40 sur un transformateur hors d'usage (déchet) qui était en cours de découpe par des chalumistes. Les pompiers ont été contactés à 9h49 et sont arrivés aux environs de 10h05. A 10h40 le feu était maîtrisé. Les pompiers ont quitté le site avant 12h00 et sont revenus en début d'après pour éteindre les dernières fumées. Personne n'a été blessé, pas de destruction de matériel ou de bâtiment. Seul le transformateur hors d'usage et un engin de chantier (lui aussi hors d'usage) ont brûlé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SIRMET
- Z.A. Les Grèzes 12260 Villeneuve
- Code AIOT : 0006803579
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site comprend une installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux et dangereux et de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accident	Arrêté Préfectoral du 17/07/2019, article 2.5.1	Sans objet
2	Confinement	Arrêté Préfectoral du 17/07/2019, article 7.5.2	Sans objet
3	Réserve eau	Arrêté Préfectoral du 17/07/2019, article 7.7.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à cet incendie, l'exploitant a respecté les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation concernant cette thématique. Aucune non-conformité n'a été relevée au cours de la présente inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2019, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats :

<p>L'incendie s'est produit le 25 juillet 2024 à 9h40. L'exploitant a déclaré par courriel l'incendie à l'inspection le 25 juillet 2024 à 14h07.</p> <p>Un rapport d'accident sera prochainement transmis à l'inspection.</p> <p>Pour éviter que ne se reproduise un tel scénario, l'exploitant propose de ne plus découper au chalumeau ce type de transformateur huileux sans en avoir au préalable extrait les matières combustibles (en déboulonnant le couvercle pour le faire), et de ne découper au chalumeau que les pièces métalliques non huileuses en isolant l'aire de découpe des ferrailles inflammables.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2019, article 7.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 120 m³ avant rejet vers le milieu naturel. Le volume utile du bassin de confinement est de 300 m³ (180 m³ de rétention pour les eaux pluviales et 120 m³ pour l'eau d'extinction d'un éventuel incendie). L'exploitant devra s'assurer en permanence que le bassin présente un volume de stockage de 120 m³ en cas d'incendie. Une consigne doit être rédigée et affichée sur le site pour prévoir la fermeture de la vanne de barrage en cas d'incendie ou d'accident.</p> <p>La vidange suivra les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin de récupération des eaux d'incendie a été fermé, les eaux ont été confinées.</p> <p>Le volume de stockage de 120 m³ en cas d'incendie est assuré en permanence à l'aide d'une évacuation du bassin de confinement assez basse laissant s'écouler les eaux pluviales et permettant de retenir les eaux d'incendie par obturation. Une consigne est affichée à l'accueil du site pour fermer la vanne de barrage en cas d'incendie ou d'accident. La vanne d'obturation est également signalée par une affiche située à proximité du bassin de confinement.</p> <p>Le volume confiné a été vidangé et évacué du site. Il correspond à 60 tonnes. Des bordereaux de suivi de déchets, conformes à l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, ont été transmis à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Réserve eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2019, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve eau
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">• une réserve d'eau constituée au minimum de 120 m³ en toute circonstance avec un surpresseur thermique, à moins de 100 mètres. Cette réserve doit être accessible en tout temps par une voie carrossable et disposer d'une aire de stationnement qui doivent répondre aux caractéristiques définies par le SDIS ;• la réserve sera équipée d'une prise d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ;• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;• un bac de sable à proximité des opérations de découpage au chalumeau, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
Constats : L'exploitant dispose de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie ci-dessus. Le départ de feu n'a pas pu être éteint avec les moyens d'extinction du site (extincteur 50 kg, bac à eau) et l'exploitant a fait appel immédiatement aux pompiers qui ont éteint le feu à l'aide d'un poteau incendie situé à proximité de l'installation et ayant un débit suffisant pour circonscrire cet incendie.
Type de suites proposées : Sans suite